

## L'Internet à Cuba

Le texte qui suit a été trouvé ici :

<http://perso.club-internet.fr/vdedaj/cuba/bulletin>

Message : 3

Date : Tue, 27 Jan 2004 12:25:31 +0100

De : "Cuba Solidarity Project" "<cubasolidarity@@club-internet.fr>

Objet : sur la polémique Internet à Cuba

From : "jacques-françois bonaldi" "<jadorise@@hotmail.com>

Sent: Tuesday, January 27, 2004 9:13 AM

**Subject : sur la polémique Internet à Cuba**

Puisque tout le monde s'en mêle sans même connaître (comme à l'accoutumée) les tenants et les aboutissants de la question, écoutons au moins ce que les responsables ont à dire sur la question Internet.

Petite réflexion naïve :

avec une couverture nationale de 6 téléphones pour 100 habitants, l'accès à Internet est-il vraiment une priorité pour la majorité des Cubains ? La priorité numéro un pour eux, pour l'instant, c'est d'avoir accès tout bêtement à un combiné.

Autre réflexion tout aussi naïve :

devoir payer l'accès à Internet en dollars (là est la raison de la résolution ministérielle) est tout aussi scandaleux que de devoir acheter les vivres dans cette monnaie étrangère. Si l'on accepte l'un comme règle du jeu économique (pour les raisons de fond que l'on sait), alors il faut accepter l'autre. Les deux sont tout aussi scandaleux, ou aucun ne l'est.

Cette interview a été publiée sur CSP en espagnol. C'est sa traduction.

Jacques-François Bonaldi (La Havane)

Juventud Rebelde, 18 janvier 2004

## Télécommunications à Cuba

La numérisation et l'accès à Internet continueront de croître

L'utilisation créative de la cybertaine et des nouvelles technologies informatiques et de communication peut beaucoup nous aider à nous développer et à défendre nos idées, assure le ministre González Planas. Numérisation du téléphone à Guantánamo.

### Heriberto Rosabal :

La numérisation téléphonique a atteint ce week-end la province la plus à l'est de Cuba, Guantánamo, à 910 kilomètres de la capitale. Peu avant, le réseau national de câbles de fibre optique y était aussi arrivé. Tout un événement à Cuba où la communication rapide et efficace constitue, comme dans tout autre pays, une nécessité élémentaire et possède une grande valeur dans tous les domaines.

**Ignacio González Planas**, ministre cubain de l'Informatique et des Communications, le commente en exclusivité pour Juventud Rebelde.

« C'est exact, Guantánamo, une des provinces les plus en retard du pays en matière de technologies de l'information et des communications (TIC), entre aujourd'hui dans l'ère de la numérisation, ce qui lui permettra à très court terme d'y accroître la densité de téléphones de 2,4 à 3,1 pour 100 habitants et d'améliorer sensiblement la qualité du service. »

L'arrivée de la fibre optique nationale, précise le ministre, non seulement améliore le trafic du téléphone, mais permet aussi à la province de recevoir les chaînes de télévision éducatives avec une qualité optimale et d'en faire autant à l'avenir avec d'autres transmissions.

« Il ne manque plus qu'à numériser les provinces de Las Tunas et de Granma, où les connexions sont encore très faibles, ce qui se fera selon les prévisions cette année et dans les premiers mois du prochain au plus tard. Nous en profitons pour interroger le ministre sur ce thème et sur d'autres analysés voilà à peine une semaine dans le bilan annuel présenté par le ministre devant l'Assemblée nationale.

**Ces derniers progrès, où situent-ils exactement notre pays en ce qui concerne le développement de son infrastructure de communications et quel avantage ce qui a été fait à ce jour présente-t-il pour les Cubains ?**

Nous devons continuer de développer notre infrastructure de télécommunications. Le taux du pays est de 6,37 téléphones pour 100 habitants, selon une distribution inégale : la moyenne de La Havane est de 14, mais certaines provinces se situent au-dessous de 3, avec même

moins de 2 dans certains endroits et dans certaines régions. A La Havane même, certaines municipalités n'en sont encore qu'à 2, ceux du sud, alors que Playa, Plaza de la Revolución et Centro Habana dépassent 14. Cette situation se complique du fait que les réseaux téléphoniques, même les plus développés, sont très vieux, même ceux de la capitale : des réseaux de cuivre, dans un état technique en retard, qu'on ne peut modifier aussi vite qu'on modifie une centrale téléphonique, comme cela vient de se faire à Guantánamo.

Le réseau téléphonique implique un branchement logement par logement, ce qui exige des investissements et du temps afin que les organisations qui en sont responsables - poteaux, câbles - puissent dûment les disséminer. La croissance se poursuivra pourtant. Selon ce que vous avez dit en présentant votre rapport annuel, 80 000 nouveaux téléphones entreront en service cette année.

Nous avons l'intention de croître pour atteindre d'ici quatre ou cinq ans un taux d'environ 20 téléphones pour 100 habitants à La Havane et de 12 à 14 en province.

Nous pouvons compter sur les revenus de la branche des télécommunications elle-même, dont une partie est allouée systématiquement aux investissements appelés à renforcer cette infrastructure à un rythme qui a permis de passer depuis 1994, année de la création d'ETECSA, d'environ 2 téléphones pour 100 habitants à 6,37, et d'une numérisation de 4 p. 100 en 1995 à 80 p. 100 aujourd'hui.

La connectivité est très importante pour les Cubains. La grande majorité de la population aspire anxieusement à avoir un téléphone, alors que la quantité de personnes branchées est encore relativement petite.

Certains endroits isolés n'ont même pas encore la moindre communication, et des hameaux de cinq cents habitants ou plus sans aucun téléphone.

Nous pensons maintenant pouvoir y arriver plus vite une fois que nous aurons intégré les inversions du téléphone fixe et du téléphone portable, ce qui nous permettra de connecter ces endroits les plus isolés où ce serait plus long et bien plus coûteux avec le câble.

Oui, nous avons prévu cette année de mettre 80 000 lignes en service, une partie sous forme de portable, l'autre sous forme du poste fixe. Ce sera là une augmentation sensible (20 000 de plus qu'en 2003) qui permettra de maintenir un rythme de croissance grâce auquel nous avons pu doubler en cinq ans la quantité de lignes disponibles dans le pays.

Cela reste encore insuffisant, mais l'infrastructure sera de plus en plus robuste. La transmission s'est beaucoup améliorée depuis l'installation du réseau national de fibre optique qui a créé une capacité de trafic suffisante.

La numérisation de tous les chefs-lieux de province assurer un service téléphonique de meilleure qualité, d'installer plus de postes et d'augmenter plus vite le nombre de numéros d'appel. Et nous devons travailler dur pour couvrir les endroits d'accès le plus difficile.

**Autrement dit, irradier vers le reste du territoire à partir des chefs-lieux ?**

C'est la tâche la plus urgente. Nous avons même des cas où nous disposons d'une certaine capacité de téléphone dans un central mais sans moyen de l'utiliser. Changer une centrale téléphonique, c'est, je le répète, un investissement relativement à court terme, mais installer les réseaux pour toucher concrètement chaque quartier, chaque îlot, chaque logement exige plus de temps et surtout beaucoup d'argent.

A cet égard, l'accès à la transmission de données, à Internet et au courrier électronique, tout ceci très en rapport avec l'utilisation toujours plus étendue des ordinateurs, constitue un jalon. Quelle est la politique sur ce plan ?

A notre réunion-bilan des résultats de 2003 et de discussion des principales tâches de 2004, nous avons expliqué que le pays compte environ 270 000 ordinateurs, dont 65 p. 100 en réseau, qu'il existe **1 000 domaines \*.cu**, plus de 750 sites Internet et plus de 480 000 comptes de courrier électronique. Toute la presse, nationale et local, est sur Internet. Plusieurs stations de radio émettent sur Internet en temps réel, et Cubavisión Internacional est aussi disponible en réseau.

Ces chiffres, obtenus malgré nos limitations en infrastructure de

communications, révèlent une croissance importante, mais restent toutefois insuffisants. Avec une densité de 6,37 téléphones pour 100 habitants et des réseaux vieux et détériorés, il est difficile de généraliser un accès totalement efficace à Internet.

Les progrès sont dus à une politique menée en accord avec notre situation économique et avec nos plans de développement. Nous avons privilégié l'utilisation d'Internet dans le domaine sociale, dans la santé publique, dans l'éducation, dans la science et la technique, dans la presse et la télévision nationales et locales, dans la culture, la banque, dans les branches les plus importantes de l'économie, et, plus récemment, dans les services à la population.

Cette politique a facilité l'utilisation intensive des possibilités techniques de connexion, et un accès large et croissant qui doit continuer de s'élargir d'une manière systématique. Des centaines de milliers de personnes accèdent à Internet à Cuba, et les usagers seront toujours plus nombreux. Le seul INFOMED, le réseau internet de santé publique, permet à près de 30 000 professionnels, médecins et personnels paramédicaux d'accéder personnellement à Internet. Dans l'enseignement supérieur, pratiquement tous les professeurs et la grande majorité des étudiants entrent sur Internet, les seules restrictions étant le temps disponible et les vitesses réduites de nos réseaux.

Les travailleurs des centres scientifiques et de recherche-développement disposent de conditions qui leur permettent d'accéder à Internet, de se tenir constamment à jour sur le plan scientifique et technique et d'échanger aussitôt avec leurs collègues d'autres pays. Une grande partie des journalistes utilisent Internet tous les jours à leur travail.

Grâce aux trois cents Club d'informatique de jeunes, présents dans toutes les communes du pays, des milliers de jeunes accèdent au réseau TINORED tous les jours. Les centres de culture municipaux permettent aux écrivains, aux artistes et autres travailleurs de cette branche un accès systématique, tandis que les salles de navigation des bureaux de poste, un service qui vient à peine de débiter, la population en général y accédera peu à peu directement.

On a créé en plus des conditions pour multiplier l'utilisation de l'informatique dans le pays. En premier lieu, grâce à l'effort engagé pour l'apprendre dès la maternelle, toutes les écoles du pays disposent d'ordinateurs qui servent aussi à l'enseignement, y compris les 2 368 équipées de panneaux solaires, dont 93 avec un seul élève. Dans l'enseignement supérieur, on compte 1 ordinateur pour 12 étudiants, qui y ont recours massivement. L'Université des sciences informatiques (UCI), récemment créée, compte déjà 4 000 élèves et commencera dès 2006-2007 à diplômer 2 000 spécialistes par an, ce qui vient s'ajouter aux facultés d'informatique existant dans toutes les universités du pays. Un total de 30 000 étudiants suivent des cours de programmeurs et d'autres spécialités informatiques de niveau moyen.

Nous faisons un grand effort pour renforcer l'industrie cubaine du logiciel, en mettant l'accent sur la santé, l'éducation, la banque, les télécommunications, le tourisme, la culture. L'utilisation de logiciels cubains deviendra monnaie courante dans un avenir proche pour la télé-médecine et le télé-enseignement.

On étudie et on applique des solutions pour accroître les services aux citoyens et les rendre plus efficaces, et pour développer le commerce électronique.

Voilà quelques exemples seulement, pour répondre à ce que tu demandes et pour répondre aussi, soit dit en passant, à un certain nombre de dépêches de presse qui affirment que nous sommes en train de réprimer Internet.

Ces dépêches font allusion à une résolution de votre ministère qui empêche censément l'accès des Cubains à Internet. Est-ce vrai ? Rien de plus éloigné de notre réalité. Dans un monde où l'accès à Internet est seulement pour des élites, où des milliards de personnes n'ont même jamais vu un téléphone et n'ont même pas l'espoir d'avoir un jour accès à Internet, parce qu'en plus une bonne partie ne sait ni lire ni écrire, la seule voie possible pour les pays sous-développés, et de plus la plus démocratique et la plus massive, c'est celle que nous suivons. Je n'en ai

pas le moindre doute.

Les spéculations que reflètent ces dépêches des médias internationaux manipulent ces jours-ci une mesure de protection élémentaire des réseaux et des clients Internet.

Internet est plein de pirates, de virus, de chevaux de Troie, d'illégalités dans l'utilisation des réseaux, de pornographie. Partout, tous les jours, on adopte des mesures pour empêcher ce désordre, pour que les réseaux puissent fonctionner correctement. Quand c'est nous qui prenons des mesures élémentaires pour contrôler la légalité, aussitôt les critiques haussent la voix, ceux qui s'inquiètent des « libertés » des Cubains. Alors que nous sommes, je l'assure même si ça leur donne l'urticaire, le peuple le plus libre du monde.

Je peux dire catégoriquement que la politique établie pour Internet n'a souffert aucune modification, que ses fondements sont que toutes les personnes qui respectent les réglementations en vigueur continueront d'y accéder, que l'accès des Cubains continuera de s'étendre dans la mesure où les possibilités de connexion le permettront, et que nous allons agir fermement contre les illégalités pour défendre le réseau. Au récent Sommet mondial de la société de l'information, nous avons présenté le rapport Cuba : les TIC pour tous, qui explique clairement notre situation actuelle et notre politique dans ce domaine.

Nous avons pu constater à ce Sommet que notre pratique pourrait être très utile pour les pays du tiers monde dont la situation économique et sociale demande des solutions particulières qui n'ont rien à voir avec celles qu'utilisent et prônent les pays riches.

Nous continuerons de travailler dans ce sens, convaincus que l'usage d'Internet et des nouvelles technologies de l'information et de la communication, à condition que cela se fasse d'une manière créatrice et en tenant compte de la situation spécifique de nos pays, peut nous aider sensiblement à développer et à défendre nos idées et nos droits, comme l'a dit Fidel Castro.

### **A Cuba, comment le blocus des Etats-Unis influe-t-il sur l'accès aux TIC, dont le monde dit démocratique a déclaré au sommet de Genève qu'il devait être égal pour tous ?**

Le blocus entrave tout d'une manière extraordinaire. Le document que nous avons préparé pour le Sommet de Genève explique clairement ce que signifie le blocus, dans la mesure où les Etats-Unis sont les maîtres de la technologie la plus pointue, produisent des équipements très efficaces, très modernes, sont maîtres en plus dans une bonne mesure de l'industrie du logiciel et que leurs transnationales le sont même dans de nombreux pays.

A cause du blocus, nous devons recourir à des mécanismes complexes pour acquérir parfois des technologies, sans pouvoir parfois y parvenir. Nous devons nous contenter de solutions qui ne sont pas celles que nous voudrions à un moment donné. Les équipements nous coûtent cher, et bien des fois nous devons les amener d'endroits distants.

Nous avons heureusement une collaboration importante avec des pays qui ont un bon développement technologique, comme la Chine, qui nous a fourni les centrales numériques de Guantánamo, de Sancti Spiritus, de l'île de la Jeunesse, qui nous a donné aussi des facilités pour accroître cette technologie de pointe dans notre pays.

Le ministre Ignacio González Planas a ramené du Sommet de la société de l'information une anecdote sur l'autre blocus, celui qui découle à l'échelle universelle de l'« écart numérique » existant entre riches et pauvres.

A la table ronde à laquelle j'ai participé au nom de Cuba, le délégué d'un pays africain a dit durant le débat sur l'accès de nos pays aux TIC : « De quoi parlons-nous ? Mon pays ne dispose que de 0,16 téléphone pour 100 habitants ! »

Je me demande si c'est ça la possibilité d'accès « libre » et « démocratique » à Internet et en général à ces nouvelles technologies dont beaucoup font l'éloge.

### **Les TIC ET LE BLOCUS**

Le blocus des Etats-Unis appliqué à Cuba entrave sérieusement l'accès de notre pays aux nouvelles technologies de l'informatique et des

communications.

- Depuis 1962, Cuba ne peut accéder aux télécommunications et aux équipements informatiques de n'importe quelle société et filiale nord-américaine.

- Du fait du blocus, le secteur cubain des télécommunications a essuyé des pertes énormes dans ses activités de téléphonie fixe et portable, les systèmes d'alarme, le commerce électronique et les communications postales. Rien que dans le secteur de la téléphonie, les pertes se sont montées à 21,7 millions de dollars en 2002.

- Si le blocus n'existait pas, Cuba pourrait, rien qu'en participant à 0,1 p. 100 du marché électronique nord-américain, qui dépasse largement 500 milliards de dollars par an (données de 2000), obtenir des recettes de plus de 500 millions de dollars par an.

- Interdite d'achat sur le marché nord-américain, l'Empresa Cubana de Tecnologías de la Información y Servicios Telemáticos Avanzados (CITMATEL), l'un des principaux fournisseurs d'équipements informatiques à des centres scientifiques du pays, doit les acheter à des pays tiers et payer jusqu'à 30 p. 100 plus cher que sur le marché nord-américain.

- Le 10 avril 2003, le département nord-américain du Commerce a ratifié à USA/Cuba Infomed, une ONG humanitaire de Californie, son refus définitif de lui accorder une autorisation d'exportation à Cuba, à titre de don, de quatre cent vingt-trois ordinateurs destinés à des hôpitaux et polycliniques en vue de renforcer le réseau de diagnostic et d'informations médicales. « Cette exportation serait préjudiciable aux intérêts de la politique extérieure du pays. »

- Quand l'armée nord-américaine a mis au point le courrier électronique, Cuba n'a pas eu accès à ce service, ni au savoir-faire technique ni aux appareils. L'accès de Cuba aux sites Internet nord-américains a été bloqué jusqu'en mai 1994, si bien que Cuba n'a pu s'engager tôt dans l'Internet.

- La loi Torricelli de 1992, qui visait à renforcer le blocus, considérait les communications avec Cuba comme un moyen de miner la Révolution.

- Cuba ne peut se connecter à Internet à la vitesse qu'elle souhaiterait ni à autant de canaux et de fournisseurs indépendants qu'elle voudrait choisir. Chaque fois que Cuba tente d'ajouter un nouveau canal Internet, la contrepartie nord-américaine doit obtenir la licence appropriée auprès du département du Trésor. Corrélativement, si une société nord-américaine veut ouvrir un nouveau canal à Cuba ou accroître le débit de la connexion, elle doit demander une licence.

- La connexion de Cuba à la cyber toile ne se fait pas sur la largeur de bande adéquate à la demande du pays. Le blocus l'oblige à utiliser une largeur de bande et une connexion satellite chères et lentes. Le problème pourrait se régler rien qu'en connectant un câble de fibre optique entre Cuba et la Floride, ce que refusent les autorités nord-américaines.

### **Les mirages de l'Internet**

L'accès à Internet est bien loin de satisfaire aux grandes majorités :

- 90 p. 100 de la population n'y a pas accès.

- Plus de 70 p. 100 des internautes vivent dans les pays développés.

- En Afrique, moins de 1 p. 100 de la population a accès à Internet, plus de la moitié des cybernautes étant Sud-Africains. A la carence de lignes de téléphone, s'ajoute celle de l'électricité. Au Ghana, seuls 20 p. 100 des foyers sont électrifiés ; en Namibie, 5 p. 100 ; au Sénégal, 2,3 p. 100 ; au Mozambique, 0,4 p. 100, selon des chiffres de l'Union internationale des télécommunications.

En Amérique centrale, l'accès à Internet est un luxe.

Au Guatemala, seul 0,6 p. 100 de la population y a accès

au Salvador, 0,7 p. 100

au Nicaragua, 0,04 p. 100

au Honduras, 0,03 p. 100.

Même dans des nations grandes et peuplées du tiers monde, peu de citoyens accèdent à Internet :

- au Mexique, 4,6 p. 100 ; en Inde, 1,6 p. 100

- en Indonésie, 1,8 p. 100.

- en Russie, les internautes ne se montent qu'à 4,2 p. 100.

Selon les statistiques internationales, les sites les plus fréquentés d'Internet sont les sites à caractère pornographique et de jeux en ligne. En 2002, selon l'Interpol, on a enregistré plus de 17 000 sites de pédophilie.

retour à la page <http://www.ordiecole.com/cuba/index.html>

vous consultez la page

[http://www.ordiecole.com/cuba/internet\\_cuba.pdf](http://www.ordiecole.com/cuba/internet_cuba.pdf)